

« Qu'attendre du Sommet de Québec ? »

par **Christian Philip**,

Représentant personnel du Président de la République française pour la Francophonie



Tous les deux ans se tient un Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Francophonie. Après Bucarest en 2006, Québec accueillera ce Sommet du 17 au 19 octobre.

Ce Sommet peut-il donner un nouveau souffle à la Francophonie ? D'une réunion au plus haut niveau des Etats membres, il est logique d'attendre une impulsion, des orientations, voire des décisions qui guideront l'action de l'OIF et de ses opérateurs. Mais un Sommet d'une organisation comptant 68 membres ou observateurs, c'est nécessairement une enceinte où les véritables débats sont difficiles. Pour qu'il débouche sur du concret, il faut une bonne préparation mais surtout une volonté politique partagée de faire du Sommet un moment particulier.

Le Sommet de Québec sera le premier Sommet de la Francophonie pour le Président Sarkozy. Nos partenaires, je le sais, attendent du Président français qu'il adopte le même volontarisme, le même souci de faire bouger les choses que ceux déjà marqués dans d'autres enceintes internationales.

Il ne s'agit pas de tout réinventer à Québec. La Francophonie existe. Mais en même temps chacun peut constater qu'elle n'est pas vraiment lisible pour nos opinions

publiques, que nos élites, et d'abord en France, n'ont pas compris qu'elle était une chance et une nécessité pour maîtriser la mondialisation.

Un Sommet c'est l'occasion d'expliquer les enjeux de la Francophonie, de fixer les objectifs de ce que l'on veut faire ensemble. Québec sera un succès si nous parvenons à un tel résultat.

Pour ma part, j'aimerais que Québec sur les 4 enjeux proposés par nos hôtes canadiens et québécois (la démocratie et l'Etat de droit ; l'environnement ; le gouvernement économique ; la langue française), débouche sur quelques décisions engageant une action montrant la valeur ajoutée de la Francophonie. Je souhaite aussi que le Sommet fixe des orientations pour travailler sur des axes à même de mobiliser. Je citerai, par exemple la priorité à accorder à la formation des professeurs de français, le programme de jeunes volontaires (l'OIF l'initie avec 40 volontaires cette année. C'est bien mais, pour être lisible et efficace, il faut au moins 5 000 jeunes volontaires francophones dans les trois ans qui viennent), la nécessité d'un «Erasmus francophone» à mettre en place par l'AUF, la création d'une agence de promotion de diffusion des «industries» culturelles francophones, une TV5 où les pays du Sud deviennent actionnaires...

Je forme encore le vœu que le Sommet de Québec puisse saluer le renouveau d'une Francophonie économique. Initiée par le Forum Francophone des Affaires, elle doit aujourd'hui se structurer en agréant autour du Forum les chambres de commerce et organisations patronales.

Il faudrait aussi convaincre les 50 plus grandes entreprises de l'espace francophone de créer une Fondation qui viendrait, grâce à une forme de partenariat public privé à définir, aider à la réalisation des objectifs de la Francophonie.

Je souhaite également que Québec rappelle à chaque membre leurs engagements en entrant à l'OIF. D'abord donner à la langue française un statut privilégié s'il n'est pas la langue officielle. La Francophonie défend la diversité culturelle et linguistique. Mais cette diversité n'existe pas si le français n'a pas un nombre suffisant de locuteurs. Tel est le cas dans trop de pays. Ensuite, utiliser le français dans les organisations internationales.

Je souhaite enfin que ce Sommet soit un Sommet partagé, c'est-à-dire qu'il réponde aux attentes de ses membres, pays du Nord et du Sud, qu'il aborde les sujets d'actualité, comme la crise alimentaire mondiale, pour exprimer la solidarité qui doit rassembler les Etats ayant en partage le français. ■